

---

**PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES PROVINCIALES,  
PAR SÉBASTIEN LAVOIE, ÉCONOMISTE CHEZ  
VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE**

**Montréal, 19 février 2010** – Sébastien Lavoie, économiste en chef adjoint chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne, a dévoilé ce matin la nouvelle édition des perspectives économiques provinciales.

Cette nouvelle édition met en lumière quelques-uns des éléments qui influenceront la performance économique des provinces. Après avoir attendu que les incertitudes concernant leur emploi et l'économie se soient dissipées, les ménages québécois ont recommencé à acheter des biens de consommation importants et à reconsidérer l'achat d'une propriété. Ce phénomène de demande refoulée, jumelé à l'embauche dans quelques secteurs d'activité, feront des dépenses de consommation la locomotive principale de la croissance économique québécoise en 2010. Cette demande refoulée s'était accumulée davantage dans des provinces comme l'Alberta, où l'économie est moins diversifiée.

En second lieu, les provinces ne peuvent plus compter autant qu'auparavant sur l'économie américaine, dont l'expansion s'annonce peu vigoureuse. Elles doivent donc tenter de développer de nouveaux marchés et de diversifier leur économie, une tâche de longue haleine. Les provinces devront miser davantage sur les pays émergents du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), d'où proviendront les meilleures opportunités de croissance. Les provinces axées sur les ressources naturelles comme la Saskatchewan sont présentement mieux positionnées pour en profiter. En outre, puisque certains secteurs d'activités traditionnelles ne retrouveront pas leur vitesse de croisière d'autrefois, des provinces comme l'Ontario ont amorcé un virage vers une économie axée de plus en plus sur les nouvelles technologies vertes.

Sur le plan des finances publiques, les divers ministres des Finances seront appelés à prendre en charge les déficits. Les provinces aux prises avec des déficits élevés comme l'Ontario ou avec un fardeau de la dette plus lourd comme le Québec devront prendre plus rapidement des mesures pour retrouver leur équilibre budgétaire, ce qui risque de freiner un peu l'expansion à partir de 2011.

En bout de ligne, une plus forte dépendance sur le BRIC, une situation fiscale avantageuse et une forte demande intérieure feront en sorte que la Saskatchewan et l'Alberta se retrouveront en tête de peloton, et que les autres formeront ce dit peloton. En ce qui a trait au Québec, *VMBL Recherche Économique* ne modifie pas son discours: la récession, de même que la reprise, ont été modestes et il en sera de même pour l'expansion économique en 2010 et 2011. En attendant que la diversification industrielle porte fruit, l'apparition d'un chômage plus prolongé en Ontario se traduira également par une croissance modérée. De meilleures conditions sur le marché du travail manitobain permettront à la province de connaître une expansion respectable, elle qui a très peu subi les contrecoups de la récession mondiale l'an dernier. En raison d'une performance moins reluisante des secteurs de la construction résidentielle et de la foresterie, la croissance de l'économie en Colombie-Britannique se raffermera moins que celle des provinces voisines. Dans la région de l'Atlantique, les gains de l'emploi se feront plus rares au Nouveau-Brunswick, faute d'un manque de projets de constructions non résidentielles d'envergure. L'expansion s'annonce un peu plus vigoureuse en Nouvelle-Écosse, qui compte à la fois sur des projets d'investissement privés et publics pour soutenir son économie. À l'Île-du-Prince-Édouard, divers projets d'infrastructures compenseront pour les temps plus difficiles au sein du secteur touristique. Finalement, Terre-Neuve & Labrador connaîtra une croissance modeste en attendant d'ici quelques années le développement de nouveaux champs pétroliers.

Le rapport complet des perspectives économiques provinciales est disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : <http://www.vmbi.ca/RechercheEconomique>

## **À propos de la Banque Laurentienne**

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clientèles tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service, à son accessibilité et à sa convivialité. La Banque dessert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau d'intermédiaires financiers par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle offre des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque détient une position de choix dans des segments de marché spécifiques. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 22 milliards \$, et des actifs administrés de plus de 14 milliards \$. Fondée en 1846, elle emploie aujourd'hui plus de 3 500 personnes.

-30-

Renseignements :

Manon Stébenne  
Directrice principale  
Médias et relations publiques  
Bureau : 514 284-4500, poste 8232  
[manon.stebenne@banquelaurentienne.ca](mailto:manon.stebenne@banquelaurentienne.ca)